

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 10 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE)

ZI du champ d'Esse
72140 SILLE LE GUILLAUME

Références : SRNT-2023-0014 / 2023-002_AUTO_Huttepain – Sillé le guillaume_RAP
Code AIOT : 0006306159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE) implanté ZI du champ d'Esse 72140 SILLE LE GUILLAUME. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE)
- ZI du champ d'Esse 72140 SILLE LE GUILLAUME
- Code AIOT : 0006306159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HUTTEPAIN ALIMENTS est autorisée depuis 2012 à exploiter une usine spécialisée dans la fabrication d'aliments pour volailles sur la commune de Sillé-le-Guillaume. La fabrication se fait à partir de produits végétaux (céréales et produits oléa-protéagineux) qui arrivent en vrac et sont stockés dans des cellules. Ces matières premières sont dosées puis broyées pour être mélangées aux minéraux et liquides (huile de palme, mélasse...).

L'étape finale est la granulation (malaxeur, presse, refroidisseur). Les produits finis (granulés) sont stockés en vrac.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à la précédente visite d'inspection du 20 novembre 2018 (E2, R2, R3, R4, R5, R7) reste à examiner E1, R1 et R6,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point

de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.1.1	/	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 2.3.3.2	/	Sans objet
6	Zonages internes	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.1.2	/	Sans objet
7	Zones à risque	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.2.7-g	/	Sans objet
9	Risque incendie Prévention et moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.4	/	Sans objet
10	Risque incendie Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.3.2	/	Sans objet
12	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 12/08/2019, article 3.3 Conditions de rejet	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer de l'opérationnalité de ses moyens de prévention des risques et d'intervention via notamment la formalisation de consignes, la tenue à disposition de plan et d'état des stocks pertinents en cas d'incident. Au regard du risque d'explosion, le nettoyage des installations doit être significativement amélioré et

maintenu dans le temps, les moyens d'intervention face à un incendie doivent être contrôlés et testés, il en est de même de la vanne d'isolement du bassin de régulation des eaux pluviales/confinement. Les documents de gestion de crise, fiches réflexes, plan de zonage des risques et l'état des stocks, sont également à amender pour être opérationnels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : R2-2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est constamment tenu à jour, en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conclusions 2018 :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks global incluant matières premières céréales et substances classées dangereuses (PREMIX).</p> <p>=> Un état des stocks spécifiques aux produits dangereux (PREMIX, fioul, chaufferie...) doit être établi avec la localisation.</p> <p>Constats 2022 :</p> <p>Un état des stocks de matières premières est accessible via l'outil de GPAO en ligne, celui-ci mentionne notamment les quantités présentes sur site de premix, de céréales et autres matières premières. Les volumes sont mis à jour en continu en fonction des réceptions et des dosages pour transformation. Néanmoins, l'état physique des stocks n'est pas précisé, ni les phrases de risque associées le cas échéant. La précision de la zone de stockage en lien avec le plan des installations doit en outre y être mentionnée. Le plan des stockages est également consulté, y figurent deux zones de stockage de Premix selon l'association de ces produits à des pictogrammes de danger (dangereux pour l'environnement) ou non. Le stockage des enzymes et des huiles y est également indiqué.</p> <p>La présence de Ronizyme HIPHOS, pour une quantité de 5 182 Kg en IBC est par exemple identifiée via cet état des stocks. Lors de la visite du bâtiment de production, il est effectivement constaté la présence de 5 containers de volume unitaire d'1 m3 et d'un container en cours d'utilisation.</p> <p>L'exploitant indique également la présence d'une cuve aérienne de 700 l de stockage de carburant, la quantité présente fait l'objet d'un inventaire mensuel, le niveau de remplissage étant contrôlé visuellement au niveau de cette cuve. Lors de la visite des installations, le niveau de remplissage de cette cuve a été visualisé à 450 litres.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 2.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : E2-2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides...) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et en particulier les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ... ; - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<p>Constats :</p> <p>Conclusions 2018 :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'arrêt d'urgence - en cas d'incendie - à la mise en place de l'alerte. <p>=> L'exploitant établira les consignes de sécurité manquantes. Les consignes seront présentées et affichées dans les lieux occupés par les salariés</p> <p>Constats 2022 :</p> <p>Les consignes portant sur l'arrêt d'urgence sont consultées, y figurent la coupure de l'alimentation du circuit 48 volts via l'arrêt coup de poing au niveau de la supervision à l'intérieur du bâtiment de production, ainsi que l'arrêt du poste TGBT du site pour assurer la coupure générale électrique du site.</p> <p>Cette coupure générale électrique interroge sur ces conséquences éventuelles pour le maintien des moyens d'alerte, d'intervention et de mise en sécurité du site. L'exploitant doit vérifier ce point, statuer sur le maintien de cette consigne (arrêt TGBT) et modifier le cas échéant cette fiche réflexe.</p> <p>La fiche réflexe alerte est présentée : elle comporte l'alerte pompier. L'alarme sonore d'évacuation peut être activée manuellement et automatiquement sur détection incendie.</p> <p>La fiche incendie est consultée : l'isolement du bassin d'eaux pluviales susceptible de recueillir les eaux d'extinction n'y est pas mentionné. Cette action manuelle doit y figurer.</p> <p>Les fiches réflexes alerte pompier, alarme, arrêt d'urgence, incendie sont affichées dans la salle de supervision. La fiche réflexe déversement de liquide est affichée dans la zone de dépotage de matière première et identifie 3 niveaux de déversement. Les actions d'isolement du réseau et du bassin de régulation des eaux pluviales/confinement et de mise en oeuvre d'absorbant y sont indiquées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, zonages internes
Point de contrôle déjà contrôlé : R3-2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, au besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conclusions 2018 :</p> <p>Dans le dossier AEU, l'exploitant a transmis une étude ATEX non datée et demandant des mises en conformité des équipements.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a indiqué que l'étude fournie datait de 2007 et avait été mise à jour en 2011 suite à la mise en conformité des équipements.</p> <p>=> L'exploitant fournira les justificatifs de mise à jour de l'étude ATEX et de la conformité des équipements. Ces justificatifs pourront être fournis via les compléments demandés dans le dossier AEU.</p> <p>Constats 2022 :</p> <p>Le plan présentant les différentes zones à risques est consulté, il n'est pas exhaustif. Celui-ci ne mentionne notamment pas de risque d'incendie lié par exemple à la présence de combustibles à l'intérieur du bâtiment (stockage de palette). Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un plan identifiant toutes les zones à risque de l'établissement dont les risques incendie, explosion et pollution de l'environnement. Ces zones sont internes au bâtiment mais également externes au niveau des zones de dépotage.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de Ronozyme liquide stocké dans 4 conteneurs non pourvus de rétention. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une réception et a informé, post inspection, de la commande de rétention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.2.7-g
Thème(s) : Risques accidentels, Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : R4-2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>g - Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>L'utilisation de balais ou d'air comprimé ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conclusion 2018 :</p> <p>L'exploitant mettra en place un registre de nettoyage indiquant toutes les dates de nettoyage associées aux équipements nettoyés.</p> <p>Constats 2022 :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre un planning pour le nettoyage des équipements de fabrication par les équipes internes, toutefois aucune consigne n'est rédigée pour cadrer ce nettoyage, ni en terme de fréquence ni de niveau d'empoussiérage. Le nettoyage serait réalisé lors du changement d'équipe (fonctionnement en 3 fois 8h). Ce nettoyage porte sur l'atelier principal (ligne de presse et zone de versement).</p> <p>Un nettoyage de la zone de réception (sols, murs, extérieur machine) est externalisé auprès d'un prestataire, cependant ces interventions ne sont non archivées. La fréquence indiquée par l'exploitant de ce nettoyage est mensuelle. L'exploitant ne procède pas à une vérification du nettoyage réalisé par ce prestataire.</p> <p>Les deux planings pour 2022, affichés dans l'usine, sont consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nettoyage des installations par équipe de fabrication : celui-ci est partiellement complété (pas de mention systématique de date, fréquence diverse selon équipement, absence de validation par responsable de fabrication en novembre ...) - nettoyage sols/extérieur machines/murs : différentes localisations sont spécifiées, avec des fréquences de renseignements variables, pour certaines zones aucun nettoyage n'y est reporté (ex entresols) <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de poussière et de résidus de céréales au niveau de l'entresols. Interrogé, l'exploitant a convenu que l'état de cette partie des installations n'était pas satisfaisant.</p> <p>La présence d'une couche de poussière a également été notée au niveau de la presse à proximité de la salle de supervision, bien que cette installation ait été indiquée comme nettoyée régulièrement par les équipes internes. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait du nettoyage interne des machines, et non externe.</p> <p>L'exploitant doit, notamment via la rédaction de consignes appropriées, mettre en oeuvre un planning et un suivi de la bonne réalisation des opérations et garantir le nettoyage des installations pour limiter tout risque d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : R5-2018
Prescription contrôlée : Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme nue, arc électrique ou appareils générant des étincelles) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces modalités d'intervention sont établies et les documents sont visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée et l'éventuel intervenant extérieur. Avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.
Constats : Conclusion 2018 : L'exploitant veillera à consigner l'heure de vérification de ronde après travaux sur les permis feu. Constats 2022 : Le permis feu concernant la réalisation par la société Gautier de travaux de découpage et de meulage sur un élévateur des fosses E3 et E5, daté du 18/11/22 a été consulté. Les risques et les moyens de première intervention y sont précisés. Le permis présente une ligne spécifique "ronde après 2h après travaux" complété le 18/11/22 à 12h et signé par le responsable maintenance du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a) Au moins deux prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b) Une réserve d'eau de 440 m³, réalimentée ou non, disponible pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure. <p>L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 600 m³ pendant deux heures. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.</p> <p>Constats : Les 4 robinets d'incendie armé RIA présents sur site sont alimentés par le réseau eau potable de la commune. Leur contrôle annuel est assuré par un prestataire extérieur. Celui-ci porte sur leur bon état de fonctionnement sans contrôle de débit. L'exploitant doit s'assurer que ceux-ci sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure et transmettre les justifications à l'inspection des installations classées.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été noté un retard dans le contrôle du RIA n°2, le précédent contrôle indiqué sur l'équipement datant d'octobre 2021. L'exploitant a indiqué que la vérification des RIA et extincteurs par ce prestataire était en cours et devait être rapidement finalisée. L'extincteur à proximité de la zone, n°39, mentionnait octobre 2022 comme date de dernier contrôle. L'exploitant doit veiller au respect des fréquences de contrôles des moyens d'intervention et procéder sans délai au contrôle des équipements non contrôlés depuis plus de 12 mois.</p> <p>La présence d'une poche de 440 m3 pleine a été constatée sur site, ainsi que 3 bouches de connexion à</p>

proximité, pour lesquelles le SDIS a transmis une attestation de conformité. Le débit individuel de ces 3 bouches est de 80 m³/h, deux autres bouches incendie externes au site, chacune d'un débit de 95 m³/h, gérées par la collectivité, complètent le dispositif.

L'exploitant n'est toutefois pas en mesure de justifier que l'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 600 m³ pendant deux heures.

Il doit s'assurer des débits effectifs en simultanée et de la capacité à les fournir sur deux heures, en prenant notamment l'attache de l'interlocuteur ad hoc, collectivité ou syndicat.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : R7-2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes aux locaux sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation automatique ou manuel, actionnable en toutes circonstances (gel, accessible,...) pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le confinement externe se fait notamment par le bassin de régulation des eaux pluviales servant également de récupération des eaux incendie. Son volume est de 660 m³.</p> <p>Lorsqu'ils sont constitués par des fossés ou bassins, l'exploitant fait le nécessaire pour maintenir un niveau aussi bas que possible d'eaux pluviales dans ces fossés ou bassins afin de conserver le volume de confinement déterminé ci-dessus (curage, vidange) ainsi que pour conserver l'intégrité du dispositif d'étanchéité (géomembrane,...). Ces fossés et bassins sont maintenus propres (enlèvement des déchets issus d'envol, végétation,...).</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Le rejet au milieu naturel n'est admis que sous réserve de contrôles de la qualité démontrant la faisabilité du rejet compatible avec le milieu et étalé dans le temps.</p> <p>La stratégie de confinement des eaux d'extinction fait l'objet d'une procédure d'urgence et la vanne de confinement du bassin d'orage est correctement identifiée.</p> <p>Constats :</p> <p>Conclusions 2018 :</p> <p>=> Les vannes d'isolement du site doivent être signalées (panneau...). Elles pourraient être indiquées sur le plan du réseau incendie du site.</p> <p>Constat 2022 :</p> <p>Le confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, est réalisé via un écoulement gravitaire vers le bassin de collecte d'eaux pluviales et les volumes disponibles dans les "caves" présentes au niveau du bâtiment de production et du réseau de collecte d'eaux pluviales.</p> <p>Le dimensionnement des besoins réalisé via le guide D9A fait état d'un besoin de 701,7 m³. Ce volume est assuré par 30 m³ de linéaire du réseau eaux pluviales, 600 m³ de bassin eaux pluviales et 530 m³ de volumes constitués par les caves. Au regard de ce volume disponible, l'exploitant n'assure pas un suivi spécifique du volume disponible du bassin d'eaux pluviales. L'isolement du bassin d'eaux pluviales est réalisé manuellement à proximité du bassin.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'un premier jeu de vanne en entrée du bassin permettant le cas échéant de by-passer le séparateur d'hydrocarbures (vanne guillotine). En sortie de bassin, est présente une seconde vanne guillotine pour isoler son rejet du milieu. Le bassin était vide excepté quelques eaux</p>

<p>pluviales résiduelles.</p> <p>La vanne d'isolement du bassin d'eaux pluviales n'est pas signalée, ni testée pour s'assurer de son efficacité (oburation totale des écoulements du bassin vers le milieu). L'exploitant doit pallier à ces deux points. L'actionnement de cette vanne doit être intégré à la fiche réflexe incendie.</p> <p>Il a également été constaté l'absence d'effluents stockés dans les caves, présentant un revêtement sans détérioration visuelle.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/08/2019, article 3.3 Conditions de rejet
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.3.1. Valeurs limites des rejets atmosphériques</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), -à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous. <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le paramètre poussières, y compris particules fines, la concentration maximale est : <p>Fosse de réception : 5 mg/Nm3 (sèches), Broyeur : 5 mg/Nm3 (sèches), Refroidisseur 1 : 10 mg/Nm3 (humides), Refroidisseur 2 : 10 mg/Nm3 (humides)</p> <p>3.3.3 Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses :</p> <p>(...) Pour le paramètre poussière, l'exploitant fait effectuer au moins une fois par an, les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p>
<p>Constats : Le rapport APAVE N°22135864-1 du 23/10/22 portant sur la mesure des rejets atmosphériques du site a été présenté par l'exploitant. Les 4 émissaires : broyeur, réception, refroidisseur L1 et refroidisseur L2 ont fait l'objet de mesures le 13/10/22.</p> <p>Pour le paramètre poussières, les résultats de ces mesures sont inférieurs aux valeurs limites d'émissions prescrites.</p> <p>Les formulations différentes en entrée des installations n'ont pas, selon l'exploitant, d'influence sur le niveau d'émissions de poussière : le volume et la granulométrie des poussières étant similaires.</p> <p>Le traitement par cyclone a été remplacé sur ces installations par des filtres à manche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE PHOTOGRAPHIQUE



Photo 1: bassin eaux pluviales



Photo 2: vanne isolement bassin eaux pluviales



Photo 3: Réserve incendie et bornes